

22 octobre 2014

***Colloque à l'Assemblée nationale : les contrôles des administrations sociales : un frein à la compétitivité des entreprises ?***

C'est sur cette question d'actualité que l'Iéseg School of Management et Gesica, réseau international d'avocats, organisent un colloque dans les locaux de l'Assemblée Nationale à Paris.

En effet, chaque année, les URSSAF diligentent 85 000 contrôles dans les entreprises. Quant aux inspections du travail, elles réalisent plus de 350 000 interventions annuelles.

Bien sûr, il ne s'agit pas de contester la nécessité et l'utilité d'organismes chargés de veiller au respect des règles légales. Mais il devient légitime, particulièrement en France, de s'interroger sur les pouvoirs presque sans limite de ces organismes et sur la faiblesse des garanties laissées aux citoyens.

Ce colloque permettra de dresser un état des lieux, de comparer le système français avec celui de nos concurrents économiques, et de donner quelques pistes de réflexion pour que le respect de la loi ne se transforme pas en frein à cette compétitivité dont la France a tant besoin.

Interviendront notamment François Taquet, professeur en droit social à l'Iéseg, avocat, journaliste, auteur de nombreux ouvrages juridiques ; Bernard Gérard, député, membre de la commission des lois.

*Le jeudi 29 janvier 2015, de 9 h à 12 h à l'Assemblée Nationale, Palais Bourbon, 126 rue de l'Université, 75007 Paris.*

*Entrée gratuite, sur inscription : [www.ieseg.fr/colloque](http://www.ieseg.fr/colloque).*

*Renseignements : Manon Duhem, 03 20 54 58 92 , [m.duhem@ieseg.fr](mailto:m.duhem@ieseg.fr)*

## **Colloque à l'Assemblée nationale, le jeudi 12 septembre.**

La compétitivité française est au centre de tous les débats actuels. Or, la pesanteur de notre droit du travail ne constitue-t-elle pas un frein à cette compétitivité ?

Quelques chiffres illustrent cette réalité bien française : le code du travail français compte plus de 10 000 articles (contre une cinquantaine pour la Suisse). En France, il existe plus de 38 formes de contrat de travail (contre une en Angleterre). En France, une fiche de paie compte plus de 24 lignes (contre 4 en Belgique)...

Ce colloque a pour objet de faire le point sur un sujet d'actualité dont les effets sont trop méconnus.

Intervenants :

- Jean-Pierre Decool, député, créateur du chèque emploi associatif, auteur d'une proposition de loi visant à la simplification du droit.
- Jean-Luc Warsmann, député, ancien président de la commission des lois.
- François Taquet, avocat (« une législation compliquée, un mille feuilles incompréhensible »)
- Olivier Bongrand, avocat (« Un manque de sécurité juridique »)
- Maxence Ducellier, avocat (« Une législation déconnectée de la réalité »).

Ce colloque est co-organisé par le réseau d'Avocats GESICA et l'IESEG School of Management.

Le Jeudi 12 septembre 2013 de 9 h à 12 h, dans les locaux de l'Assemblée Nationale, 126 rue de l'Université, 75007 Paris, Métro Assemblée Nationale.

Inscription : [www.ieseg.fr/colloque](http://www.ieseg.fr/colloque)

Contact : Manon Duhem, Responsable communication, 03 20 54 58 92, [m.duhem@ieseg.fr](mailto:m.duhem@ieseg.fr)

### **A propos de l'IESEG**

- 6ème Grande École de Management en France
- 1ère École Post-Bac
- Grande École de commerce généraliste en 5 ans
- Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation nationale
- Grade de Master
- Membre de la conférence des Grandes Écoles
- Accréditée EQUIS et AACSB

[www.ieseg.fr](http://www.ieseg.fr)

### **A propos de GESICA**

Réseau international d'avocats comptant plus de 250 cabinets dans plus de 50 pays.

[www.gesica.org](http://www.gesica.org)